

routes. Ce programme comprenait des routes transcontinentales, des routes entre États, des grandes routes à l'intérieur des États, des routes entre les régions agricoles et les marchés, ainsi que des routes destinées à la circulation des autobus d'écoliers. Au lieu de faire preuve de «vision» dans le domaine de la construction routière, le présent gouvernement s'en est tenu au programme de la route unique lancée par l'ancien régime. Le gouvernement a décidé de ne rien faire d'autre tant que la route transcanadienne ne sera pas terminée. J'oserai dire que le Canada va célébrer son centième anniversaire sans même avoir une route transcanadienne convenable.

Il en sera sûrement ainsi, à moins qu'on ne modifie considérablement notre programme routier. C'est à présent que le gouvernement devrait dire aux provinces: nous sommes prêts à consacrer des deniers du Trésor fédéral à l'aménagement d'un vaste réseau routier d'envergure nationale qui comprendra la route transcanadienne, des routes allant du nord au sud, des routes allant de la ferme au marché ainsi que d'autres routes importantes. Pourquoi le gouvernement ne propose-t-il pas un plan-programme de cette envergure afin d'assurer l'essor de la nation et fournir du travail à tous les citoyens?

A la place, le régime actuel a pris un certain nombre d'initiatives quand même heureuses. Nous nous sommes empressés de les appuyer, mais elles ne représentent que des mesures de fortune; elles sont utiles, mais leur insuffisance ne pourra pas enrayer la marche ascendante du chômage dans le pays. A mon avis, le gouvernement devrait s'attaquer à la situation critique où nous sommes, comme on l'a fait durant la guerre, c'est-à-dire sur le plan monétaire et financier.

J'estime qu'aujourd'hui le gouvernement aurait pleinement raison d'assurer l'accroissement du volume de l'argent en disponibilité. Il devrait prendre des mesures pour faire baisser les taux d'intérêt. Alors qu'à Terre-Neuve, comme je l'ai lu dans les journaux il y a quelques jours, on lance des obligations sur le marché au taux de 6.13 p. 100, cette province devrait avoir la possibilité, grâce à une intervention du gouvernement dans ce domaine, d'émettre de telles obligations à moins de 4 p. 100. Si on adoptait un régime de taux d'intérêt moins élevés, on permettrait ainsi aux provinces de se lancer dans un programme d'expansion intérieure; les municipalités pourraient mettre en œuvre des programmes de travaux indispensables qu'elles diffèrent depuis trop longtemps déjà. Mais tant que le gouvernement maintiendra un régime de taux d'intérêt élevés et de restrictions monétaires, l'essor national sera ralenti.

Le ministre des Finances a pendant bien des années fait entendre de ce côté-ci de la Chambre les plus vigoureuses critiques à l'endroit du régime de l'intérêt élevé et des restrictions monétaires qu'adoptait le gouvernement d'alors. Depuis qu'il détient le portefeuille des Finances, il a carrément changé son fusil d'épaule: de champion des faibles taux d'intérêt il est devenu le champion des taux d'intérêt les plus élevés que le pays connaisse depuis des générations. Il me semble qu'il s'agit d'une politique erronée et qu'il faudrait corriger l'erreur dès maintenant.

On peut trouver l'argent nécessaire à la réalisation d'un vaste programme d'expansion nationale. On peut, par exemple, augmenter la masse monétaire. On peut demander aux Canadiens de placer leurs économies au pays,—par exemple en achetant des titres du gouvernement,—et de fournir une partie des fonds nécessaires à un grand programme d'expansion nationale. Toutefois, le gouvernement devrait autant que possible acquitter à mesure le coût d'un tel programme. Il faut nécessairement emprunter et augmenter la masse monétaire jusqu'à un certain point, mais il faudrait atteindre le plein emploi le plus tôt possible, dès lors, sinon avant, payer les frais à mesure.

Je vois le secrétaire parlementaire me regarder d'un œil sceptique. Si le député veut consulter quelques-uns des exposés budgétaires du début de la guerre, je crois qu'il y trouvera un exemple des mesures qu'un gouvernement peut adopter pour amener l'économie au plein emploi et lui donner son plein rendement. J'ai ici l'exposé budgétaire présenté par l'honorable J. L. Ilsley le 29 avril 1941, et j'aimerais en citer deux courts paragraphes:

En élaborant ces mesures, le gouvernement s'est imposé deux objectifs:

En premier lieu, voir à ce que le pays parvienne le plus rapidement possible à utiliser pleinement ses ressources matérielles et son capital humain. Pour cela, la politique fiscale pourrait bien ne pas être l'instrument unique ou le plus important, mais il est nécessaire que cette politique aide au lieu de nuire, aille de pair avec le travail de notre organisation industrielle et militaire.

Nous ne voulons pas qu'on utilise pleinement notre économie pour la guerre, mais nous voulons une économie en pleine production pour des fins pacifiques afin de répondre aux besoins du peuple canadien. Je crois que si la nation pouvait connaître une économie de plein emploi, comme celle que nous avons durant la guerre, à une époque où la main-d'œuvre était si rare, la même nation devrait aujourd'hui être capable de régler d'une manière sensée le problème que posent un demi-million de chômeurs.